

OPPORTUNITES D'AFFAIRES EN MEDITERRANEE

focus sur l'ENERGIE au MAROC



Renforcer les partenariats euro-méditerranéens

Ce guide d'affaires est destiné aux clusters, PME et entrepreneurs qui souhaitent développer des partenariats dans le secteur de l'énergie au Maroc. Il donne une présentation succincte des principales opportunités d'affaires disponibles, ainsi que des informations concrètes (contacts, programmes en cours, événements d'affaires, etc.) sur la structuration du secteur.

Références

Ce guide a été préparé par ANIMA Investment Network dans le cadre du projet EuroMed@Change, une action préparatoire initiée par le Parlement européen et mise en œuvre par la Commission européenne (DG Enterprise and Industrie).

EuroMed@Change s'attache à développer de nouvelles dynamiques pour l'internationalisation des PME et clusters sur des secteurs à forte croissance entre l'Europe et 4 pays partenaires (Maroc, Tunisie, Égypte et Liban). Mené par quatre organisations situées en Europe (le réseau ANIMA en tant que chef de fil, European Business Innovation Centre Network, INNO AG et la Fondation Sophia Antipolis en tant que partenaires), le projet met en réseau plus de 45 acteurs de l'innovation, de la finance et des affaires de la région.

Auteurs

Ce guide a été préparé et rédigé par Manal Tabet et Monica Airoidi, avec des contributions de Zoé Luçon (section IDE), Amina Ziane Cherif (cartographie), et Lauriane Ammouche (communication), tous employés d'ANIMA.

L'auteur remercie chaleureusement ADEREE et l'AMDI pour leur soutien et contributions.

Copyright & responsabilités

Cette publication a été produite avec le soutien de la Commission européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité d'ANIMA Investment Network et ne peut en aucun être considéré comme reflétant les vues de l'Union européenne.

© EuroMed@Change Mai 2013. Tous droits de reproduction réservés.

Table des matières

1. Aperçu du contexte méditerranéen.....	p.5
2. Tendances et opportunités de marché.....	p.7
3. Investissements directs étrangers.....	p.11
4. Principaux acteurs.....	p.15
5. Politiques nationales.....	p.17
6. Programmes et initiatives en cours (sélection)..	p.21
7. Principaux évènements d'affaires.....	p.23

Liste des acronymes

- **ADEREE**: Agence pour le Développement des Energies Renouvelables et l'Efficacité Energétique
- **AMDI** Agence Marocaine de Développement des Investissements
- **ANIMA-MIPO** : Observatoire des annonces d'investissements étrangers et de partenariats en Méditerranée mise en œuvre et géré par ANIMA.
- **CSP**: *Concentrated solar power*
- **EE / ER**: Efficacité Energétique / Energie Renouvelable
- **Gwh**: Gigawatt-heure
- **IDE**: Investissements Directs Etrangers
- **Ktep**: Kilotonne d'équivalent pétrole
- **MASEN**: *Moroccan Agency for Solar Energy*
- **ONEE**: Office National de l'Electricité et de l'Eau potable
- **ONHYM**: Office national des Hydrocarbures et des Mines
- **PERG**: Programme d'Electrification Globale Rurale
- **PNUD**: Programme des Nations Unies pour le développement
- **PV**: Photovoltaïque
- **SIE**: Société des Investissements Energétiques

Aperçu du contexte méditerranéen

Des perspectives de croissance favorables

La consommation énergétique connaît en Méditerranée une croissance 4 fois supérieure à celle observée en Europe : elle a été multipliée par 6 entre 1971 et 2007 et [l'Observatoire Méditerranéen de l'Energie](#) (OME) prévoit une nouvelle multiplication par 2,6 d'ici 2025. Celle-ci est en effet fortement impactée par la croissance démographique des pays méditerranéens (et donc une hausse de la consommation domestique), combinée à un taux d'urbanisation rapide ainsi qu'à d'importants besoins en développement industriel.

Aujourd'hui dominée à plus de 94% par des ressources fossiles, la facture énergétique des pays méditerranéens ne peut que s'accroître et accentuer leur dépendance. Cela s'applique aussi bien à l'Algérie, l'Egypte et la Libye, qui regroupent à eux seuls 4,6% des réserves mondiales prouvées de pétrole et de gaz naturel, qu'aux autres pays de la région, tous importateurs nets (avec des taux de dépendance pouvant aller jusqu'à respectivement 95 et 97% pour le Maroc et Liban).

Le défi à relever est donc double pour les pays de la région : celui tout d'abord de la diversification de leurs bouquets énergétiques et celui, ensuite, de la réduction de leur intensité énergétique. Dans ses recherches prospectives, l'OME estime que plus de 700 milliards de dollars d'investissement seront nécessaires pour construire d'ici à 2030 l'ensemble

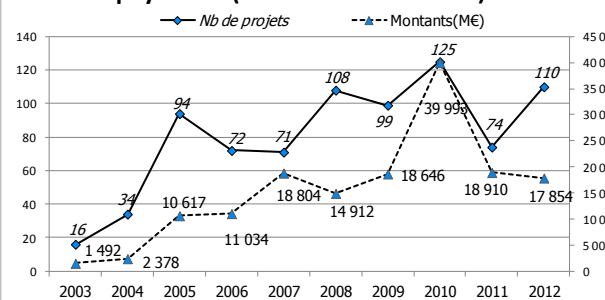
des capacités additionnelles requises par le secteur. Autant d'opportunités à saisir, donc, dans des secteurs aussi variés que le développement des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique ou encore le nucléaire.

Un approvisionnement énergétique toujours largement dominé par les hydrocarbures

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) dans l'énergie sont considérables et représentent plus du quart du montant total des annonces d'IDE enregistrées par [l'Observatoire ANIMA-MIPO](#) entre 2003 et 2012. Ceux-ci se concentrent largement sur des projets d'exploration et d'exploitation de gisements pétroliers et gaziers. Les pays méditerranéens disposant de ressources pétrolières et de gaz tentent également d'augmenter la valeur ajoutée de la filière via le raffinage, la pétrochimie, voire des investissements industriels énergivores comme l'aluminium. C'est le cas de l'Algérie, dont les exportations sont à 98% constituées d'hydrocarbures, et qui profite de ses ressources pour développer l'aval de la pétrochimie, et notamment les produits plastiques, les résines, et autres fibres pouvant contribuer à la relance de l'industrie textile. Le pays a par ailleurs amendé fin septembre 2012 sa loi sur les hydrocarbures afin d'y introduire des conditions fiscales avantageuses pour les investissements dans les hydrocarbures non conventionnels (gaz de schiste, sables bitumeux, etc.).



Evolution of des annonces d'IDE dans l'énergie dans les pays MED (source: ANIMA-MIPO)



Energies renouvelables: capacité actuelle et objectifs (source: OME)



Des énergies renouvelables à exploiter

Les énergies renouvelables sont encore très peu exploitées en Méditerranée (moins de 6% de la consommation), alors même qu'elles représentent un moyen efficace de diversifier le bouquet énergétique des pays de la région et de réduire leur exposition à la volatilité des prix des énergies fossiles.

La Méditerranée dispose en effet non seulement de conditions climatiques extrêmement favorables (ensoleillement et vents) mais également de vastes espaces désertiques pouvant accueillir des capacités de production de taille importante. « *Il pleut chaque année dans le désert du Sahara l'équivalent d'un baril de pétrole par mètre carré* » rappelait le prix Nobel de physique, Carlo Rubbia, quantifiant ainsi l'énergie produite par le rayonnement solaire. Par ailleurs les projections à l'horizon de 2050 (Desertec Power 2050) laissent présager une inversion des tendances en matière de coûts énergétiques – le coût des énergies vertes devenant progressivement inférieur à celui des énergies fossiles. Enfin, la suppression des subventions allouées au secteur par certains gouvernements européens renforce l'attractivité de la Méditerranée pour des investisseurs en quête de nouveaux marchés.

Conscients de ces enjeux, certains pays ont déjà adopté des objectifs ambitieux pour accroître la part des énergies renouvelables dans leur production (Israël, Egypte et Maroc respectivement 20, 20 et 40% d'ici 2020, Algérie 20% d'ici 2030, etc.). De

nombreux programmes nationaux ont été lancés au Maghreb (Plan solaire marocain de 9 milliards de dollars, construction de centrale solaire à concentration au Maroc et en Tunisie, panneaux photovoltaïques en Algérie, etc.) et au Machrek (fermes éoliennes en Egypte, investissement de 421 millions d'euros en Israël dans des usines, entres autres, de solaire thermique, éolienne ou de biomasse). De gigantesques plans solaires régionaux sont également en cours de maturation, à l'instar de [Desertec](#) ou du [Plan Solaire Méditerranéen](#), avec pour but de permettre, à terme, l'approvisionnement de l'Europe grâce au solaire méditerranéen.

Certaines conditions restent cependant nécessaires pour ouvrir pleinement la voie aux investisseurs étrangers : les subventions aux énergies fossiles dans de nombreux pays méditerranéens se traduisent par un prix à la consommation relativement bas qui neutralise d'éventuelles, les incitations à la mise en place de dispositifs verts. Par ailleurs le cadre réglementaire (et notamment l'existence de tarifs de rachat d'énergie verte à prix avantageux) est encore peu adapté - même si des lois sur le sujet ont été récemment votées dans plusieurs pays (Egypte, Maroc, Tunisie, Jordanie, etc.) ou sont en discussion (Liban).

L'efficacité énergétique, une stratégie qui paie

Une autre priorité de la région, offrant un potentiel fort de gain économique et pouvant s'effectuer par le biais d'investissements relativement modestes, réside

du côté de la maîtrise de la demande. Le potentiel d'économies d'énergie dans l'industrie, l'habitat et les services urbains (transports, éclairage public, etc.) est énorme - il est estimé à 40% dans le seul secteur du bâtiment. Les stratégies d'efficacité énergétique ont par conséquent beaucoup évolué ces 5 dernières années, avec des résultats néanmoins disparates : la Turquie et la Tunisie ont fait des efforts considérables, notamment en matière d'isolation, tandis que beaucoup reste à faire dans les pays producteurs d'énergie fossile (Egypte, Libye, Algérie).

Le nucléaire, une solution qui fait son chemin

Compte tenu des besoins énormes et urgents en électricité, de plus en plus de pays méditerranéens non producteurs d'hydrocarbures se tournent vers le nucléaire. Aucune centrale n'a encore été réalisée dans la région, mais de nombreux projets sont en préparation, conduisant des multinationales comme AREVA (France), Mitsubishi (Japon), Atomstroyexport (Russie) ou KEPCO (Corée du Sud) à se positionner. C'est ainsi qu'Ankara compte sur le développement de 23 nouvelles centrales d'ici 2023 pour faire passer la part du nucléaire dans son mix énergétique de 8 à 20%, que la Jordanie prévoit la construction de quatre réacteurs nucléaires et que l'Algérie annonce sa première centrale pour 2025. La Tunisie et l'Egypte ont également lancé des projets de centrales nucléaires en tablant sur des horizons similaires (2022-2023), qui semblent résister aux crises politiques traversées tout autant qu'à Fukushima

Tendances et opportunités de marché

Une diversification nécessaire

En 10 ans, la consommation d'énergie primaire et d'électricité marocaine a enregistré une croissance moyenne de respectivement 5,7% et 7% par an, conséquence logique d'une population en plein boom démographique et d'une industrie en phase de modernisation. Afin de faire face à cette demande, le pays importe aujourd'hui la quasi-totalité (soit 95%), de ses besoins énergétiques. En effet, l'énergie d'origine thermique, à base de combustibles globalement absents du territoire (fuel, charbon, gazoil et gaz naturel), assure encore l'essentiel de la production électrique du pays. Pour équilibrer cette situation, et alléger la facture énergétique, le gouvernement a adopté en 2010 une stratégie nationale visant à diversifier le mix énergétique du pays (en augmentant la part dédiée aux énergies renouvelables et au gaz), favoriser l'exploitation d'hydrocarbures alternatifs, et mettre en place des dispositifs d'efficacité énergétique.

Le « chantier capital » des énergies renouvelables

La Maroc dispose de conditions géographiques et climatiques largement favorables à la mise en place d'un système énergétique basé sur les énergies vertes : vents, ensoleillement et espace. De plus, son emplacement stratégique au cœur du carrefour énergétique nord-sud, et les interconnexions électriques déjà existantes avec les réseaux

espagnols et algériens, le positionnent comme grand fournisseur potentiel d'électricité à l'échelle régionale.

Ernst & Young plaçait en 2011 le Maroc au 9ème rang mondial en termes d'attractivité pour les investissements solaires.

Conscient de ces atouts, le Maroc a fait du développement des énergies vertes sa grande priorité : il s'est engagé à atteindre une capacité de production de 6000 MW d'ici 2020, soit une part de 42% de la production totale d'énergie, répartie de manière égale entre le solaire, l'éolien et l'hydroélectrique.

En matière d'énergie solaire, le potentiel du Maroc est en effet estimé par l'agence solaire marocaine MASEN à près de 2600 kWh/m²/an. Afin de valoriser ce potentiel, le Royaume a initié en 2009, le Programme Marocain de l'Energie Solaire qui prévoit la construction de 5 grands parcs solaires répartis sur l'ensemble du territoire (Aïn Beni Mathar, Ouarzazate, Fom Al Oued, Boujdour et Sebkhath Tah) et qui intègrent aussi bien la technologie photovoltaïque que le solaire à concentration thermique. A ce titre, le complexe solaire de Ouarzazate, destiné à accueillir l'une des plus grandes centrales CSP du monde, est représentatif des ambitions du Royaume. Un investissement total de 1,5 milliards d'euros a été engagé pour la réalisation de cette centrale qui devrait atteindre dès 2015 une capacité de production de 500MW. La première phase du parc a été confiée en septembre 2012 à un consortium mené par le



QUELQUES CHIFFRES CLES (sources: Ministère de l'Énergie, ONEE, Maroc)

Répartition de la consommation énergétique (2011)

Produits Pétroliers	10 681 ktep (61,9%)
Charbon	3 881 ktep (22,5%)
Echanges d'électricité	1 198 ktep (7%)
Gaz	801 ktep (4,6%)
Hydraulique	521 ktep (3%)
Eolien	180 ktep (1%)

Production Énergie électrique (2011)

Thermique	21 315,6 GWh (88%)
Hydraulique	2005,3 GWh (8,3%)
STEP	133,3 GWh (0,4%)
Eolien	692,2 GWh (2,5%)
Tiers Nationaux	217,2 GWh (0,8%)

saoudien Acwa Power International. La seconde phase du projet (300 MW, répartis entre une tour solaire de 100 MW et la mise en place de technologie cylindro-parabolique) devrait être lancée, d'ici fin 2013, via un appel d'offre international.

La multiplication d'installations solaires thermiques décentralisées est également au cœur de la stratégie nationale. Le programme de développement du marché marocain des chauffe-eau solaires (SHEMSI) vise en effet l'installation d'1,7 million de m² en 2020, offrant des facilités de financement (subventions, prêts, etc.) et de nombreux nouveaux débouchés pour les entreprises du secteur (équipement de logement sociaux, installations individuelles, etc.).

Dans le domaine de l'**énergie éolienne**, le pays dispose avec ses 3500km de côtes, d'un potentiel de production évalué à 25.000 MW par le Ministère de l'Energie. De nombreuses opportunités d'exploitation s'offrent donc aux investisseurs intéressés, que ce soit dans l'attribution de marchés de sous-traitance et de maintenance sur des parcs existants ou dans la réalisation de nouveaux parcs éoliens dans les zones côtières du pays. Actuellement la puissance éolienne installée atteint 280 MW. Cinq sites d'une capacité globale de 720 MW sont en cours de développement par des consortiums internationaux et devraient être mis en service d'ici 2014 à Haouma (50 MW), Sendouk (120 MW), Laâyoune (50 MW), Akhfenir (200 MW), et Tarfaya (300 MW développés par Tarfaya Energy Company, une JV entre Nareva

Holding et GDF Suez). La réalisation de cinq sites supplémentaires (1000 MW), deuxième phase du Programme Eolien Intégré, est cours : certains groupes ont été déjà pré-qualifiés (dont des consortiums menés par EDF Energies Nouvelles, Mitsui, Acwa Power, GDF Suez, Acciona Wind Energy, etc.) pour une mise en action en 2020.

L'**électricité hydraulique** devrait également gagner en puissance suite aux efforts d'infrastructures (barrages, centrales hydrauliques) déployés par l'Office National d'Electricité et de l'Eau Potable (ONEE). Celui-ci mise particulièrement, pour les années à venir, sur la construction de stations de transfert d'énergie par pompage (STEP) permettant à la fois de produire et stocker l'énergie. La deuxième station marocaine, d'une capacité de 350 MW, est prévue pour 2016 dans la région d'Agadir. Financée principalement par la BEI et la BAD, la phase de pré-qualification s'est achevée en mars 2013. Un vaste projet de construction de **microcentrales hydrauliques** (200 sites prévus) est également en cours.

Par ailleurs, la croissance industrielle oblige aujourd'hui le pays à mieux structurer son système de gestion des déchets, et à chercher des moyens de les valoriser. Le programme national des déchets ménagers et assimilés (PNDM) a ainsi été mis en place pour améliorer la collecte des déchets

« Le marché des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique au Maroc va prendre plus d'ampleur dans les années à venir, ce qui offrira de plus en plus d'opportunités aux entreprises nationales et internationales qui œuvrent dans le secteur. »

Mourad Hajjaji, ADEREE

LA FORCE DE L'EAU POUR PRODUIRE UNE ENERGIE PROPRE

Energie Terre Sarl, société de droit marocain fondée en 2010 par des entrepreneurs français, est la première entreprise à opérer dans le cadre de la nouvelle loi sur les Energies Renouvelables. « *Energie Terre travaille en partenariat avec des entreprises locales : pour nos prospections nous nous appuyons sur le bureau d'études marocain Novec (Rabat) et nous avons établi un partenariat de longue durée avec une grande multinationale suisse spécialisée dans la production de ciment, à laquelle nous vendons l'énergie verte produite par nos microcentrales hydrauliques* » indique Thierry Seigle, directeur du développement de l'entreprise

La société exploite en effet, pour le compte d'entreprises privées ou publiques pré-identifiées, des microcentrales hydrauliques d'une capacité comprise entre 2 et 12MW.

Energie Terre, avec plusieurs projets en cours d'étude, travaille actuellement à la réhabilitation d'une microcentrale hydroélectrique installée dans une mine désaffectée de la Région de Meknès.

ménagers solides, avec un objectif de 90% d'ici à 2015. Selon la Société des Investissements Energétiques, 80 % des déchets collectés sont aujourd'hui organiques, ce qui pourrait permettre de faire appel à des technologies aptes à générer aussi bien de l'énergie que des engrais, tels que les digesteurs. Plusieurs projets associant des acteurs publics et privés ont été réalisés ou sont en cours de réalisation dans ce domaine : c'est le cas du programme de diffusion des digesteurs agricoles dans la région de Souss-Massa Draâ (GIZ et ORMVA du Souss-Massa Draâ) et du projet pour la valorisation et l'exploitation d'énergies propres à partir de la décharge d'Oulja (SIE et Agence de l'Aménagement de la Vallée du Bouregreg).

Ces diverses stratégies du Royaume en matière d'énergies renouvelables, tout aussi structurées qu'ambitieuses, ont déjà attiré l'intérêt des plus grandes multinationales (GDF Suez, Alstom, Siemens, ACWA Power, etc.) et d'un nombre conséquent de PME du secteur (Asola, Theolia, Heliotrap, etc.). De nombreuses perspectives de développement s'offrent ainsi aux entreprises spécialisées, quels que soient le niveau d'avancement des projets (études, construction ou exploitation), le marché visé (centralisé ou décentralisé), ou la destination (nationale ou internationale).

Le projet Desertec est à ce titre significatif du **potentiel à l'export de l'énergie marocaine.**

Évalué à 400 milliards d'euros, le projet mise sur l'installation d'un vaste réseau éolien et solaire en Afrique du nord afin de couvrir les besoins énergétiques européens. Initié par des acteurs privés, et soutenu par la communauté internationale, le volet marocain (projet Sawian, réalisé en collaboration avec MASEN) inclut la construction d'une centrale électrique dans le désert marocain pour un coût de 600 millions d'euros.

L'efficacité énergétique ou la « quatrième énergie »

La maîtrise de l'efficacité énergétique représente aussi un important pari pour le pays, qui prévoit une réduction de 12% de sa consommation énergétique d'ici 2020. Suite à l'adoption en 2010 de la Loi 47/09 relative à l'efficacité énergétique, des dispositifs ont été mis en place pour réguler la tarification électrique, mettre à niveau les différents équipements du pays, et rajeunir le parc automobile. Neuf projets pilotes ont ainsi été sélectionnés par l'ADEERE en 2011 afin d'établir un seuil incompressible de besoins énergétiques et de définir en fonction des mesures d'incitation fiscale. Pour la réalisation de ces projets, la Commission européenne a mis à disposition une enveloppe totale de 10 millions d'euros pour financer entre 50 et 100% du surcoût estimé (en moyenne entre 5 et 10%) pour les applications respectant les critères d'efficacité énergétique.

« On attend du projet DeveloPPP un effet de multiplication et un transfert de savoir relatif à la technologie photovoltaïque, surtout dans son application dans les bâtiments tertiaires dans le pays »

Marouane Chelli, Directeur du Développement, Technopark

DES BONNES PRATIQUES A EFFET MULTIPLICATEUR

Le Technopark de Casablanca, en partenariat avec le cabinet EnR Afrique, l'Université Hassan II et l'entreprise allemande Sunset Solar, ont lancé un projet pilote pour promouvoir l'utilisation des technologies photovoltaïques au Maroc, DeveloPPP. Ce projet prévoit l'installation d'un système photovoltaïque de 50KW au sein du Technopark, qui servira notamment de plateforme pédagogique pour les entreprises du secteur.

« Nous avons voulu rapprocher les activités du Technopark de celles de l'Université Hassan II pour que nos entreprises et les partenaires du projet puissent bénéficier des compétences scientifiques nécessaires à la gestion de ces technologies ».

Des cours de formation ont été dispensés en mai 2013 au sein du Technopark à une vingtaine de représentants d'organismes impliqués dans la promotion des énergies renouvelables du pays (ONEE, IRSEN, ADEREE). Des exercices pratiques d'installation sont par la suite prévus. Une fois formés, les participants auront la mission de diffuser les connaissances théoriques et techniques acquises au sein de leurs structures. Les formations sont assurées par des experts d'EnR Afrique, de l'Université Hassan II (Maroc) et de la société Sunset Solar, qui fournit aussi les technologies.

Le Projet DeveloPPP est co-financé par le Ministère fédéral allemand de la coopération internationale (BMZ), la société Sunset Solar, et les partenaires marocains.

Dans l'industrie, premier secteur consommateur d'énergie au Maroc, des audits énergétiques ont montré le potentiel d'amélioration de l'EE dans les unités industrielles (15% d'économies). Des recommandations ont été mises en place pour encourager l'utilisation des variateurs de vitesse et de fréquence, l'optimisation du stockage du froid et du chaud ainsi que l'utilisation de lampes à basse consommation. De nombreux programmes en partenariat avec le secteur privé sont en cours afin de favoriser la mise à niveau de l'industrie : c'est ainsi qu'un programme d'audit énergétique d'entreprises installées dans trois zones industrielles a été lancé avec le soutien de la BAD et du GEF, et qu'une convention de partenariat a été signée entre la SIE et MEDZ (le principal aménageur marocain) afin de mettre en place des solutions d'efficacité énergétique et de production d'énergie de sources renouvelables (dotation de mini centrales photovoltaïques) au sein de certaines plateformes industrielles.

Parallèlement, un « Code d'efficacité énergétique dans le bâtiment » a été élaboré avec le soutien du PNUD : des nouvelles exigences techniques seront progressivement imposées à partir de 2013 pour la construction de nouveaux bâtiments, telles que l'usage de lampes à basse consommation (ampoules LED), de matériaux d'isolation adaptés, et d'installations d'unités de production d'énergie verte décentralisées (chauffe eau solaires, pompes solaires, etc.).

Un recours accru au gaz naturel

Le développement de l'utilisation de **gaz naturel** occupe également une place de choix dans la stratégie énergétique du Maroc. Plusieurs centrales à cycle combiné ont été construites au cours des dernières années, à l'instar de celle de Tahaddart (2005) et d'Aïn Beni Mathar dans l'Oriental (2010). Le gouvernement a par ailleurs annoncé la construction, en partenariat avec le secteur privé, d'un terminal de gaz naturel liquéfié à Jorf Lasfar, pour un investissement de près de 2 milliards de d'euros.

Les hydrocarbures, un potentiel à l'étude

Selon l'Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM), le Maroc est le sixième pays au monde en termes de potentiel de **schistes bitumineux**. Les explorations pour l'évaluation du potentiel des bassins sédimentaires se concentrent dans les zones de Timahdit, Tarfaya et Tanger et sont menées en partenariat avec des groupes internationaux (*San Leon Energy, TAQA, etc.*). Les résultats des sondages des deux principaux gisements nationaux ont permis d'estimer les réserves à 15 milliards de barils sur le site de Timahdit et 22 milliards de barils pour le gisement de Tarfaya.

Le réexamen du **potentiel pétrolier** de certaines zones du pays et le renforcement des capacités de stockage sont également en cours de réalisation. L'adoption du Code des hydrocarbures (2000) a permis

à 26 entreprises internationales opérant dans la prospection pétrolière de se positionner sur des opérations d'exploration en partenariat avec l'ONHYM. C'est ainsi que le groupe américain Chevron a par exemple obtenu en 2013 trois concessions pour des explorations onshore dans la région d'Agadir et que le britannique Cairn Energy a pris les commandes du champ pétrolier Foum Draa. Le groupe australien Pura Vida a quant à lui évalué en septembre 2012 à 7 milliards de barils la production possible sur son champ offshore de Mazagan, au large d'Essaouira, une nouvelle encourageante pour le secteur. Les explorations se concentreront dans les prochaines années sur les zones côtières de Boujdour et les gisements de Meskala (Marrakech-Tensift-El Haouz) et Toukimt (Souss-Massa-Draâ).

Investissements directs étrangers

Des objectifs ambitieux pour les Energies Renouvelables et l'Electricité

Le Maroc prévoit d'augmenter sa capacité de production d'électricité en investissant 72 milliards de dirhams (6,4 milliards d'euros) entre 2013 et 2015. Des objectifs ambitieux pour les énergies renouvelables ont également été adoptées pour réduire la forte dépendance du pays aux importations d'énergie et pour saisir l'occasion d'exporter ses énergies vertes vers l'Europe à moyen terme : l'installation d'une capacité de 6 000 MW d'énergies alternatives d'ici 2020, dont un tiers d'énergie hydraulique, un tiers d'énergie éolienne et un tiers d'énergie solaire est envisagée.

Du fait de cette politique volontariste, le Maroc est parmi les plus performants des pays MED en termes d'IDE dédié aux énergies renouvelables. Selon l'observatoire ANIMA-MIPO, le Maroc a attiré en moyenne un projet d'IDE par an dans le domaine des énergies renouvelables entre 2003 et 2009, avec 3 projets en 2010, 4 en 2011 et 7 en 2012. Les entreprises européennes arrivent en tête du palmarès avec plus de 80% de ces projets. Les pays les plus actifs sont la France (avec notamment EDF, GDF Suez et Theolia, qui a développé plusieurs projets de parcs éoliens sous forme de contrat de Construction, Exploitation et Transfert de Propriété), l'Italie (Italcementi a également mis en place des parcs

éoliens pour fournir de l'énergie pour ses cimenteries) et l'Allemagne (AE Photonics a réussi à s'implanter sur le marché local en 2010 pour la vente et l'installation de composants photovoltaïques et prévoit d'ouvrir 16 nouveaux bureaux de représentation à travers le pays).

Dans le domaine de l'énergie solaire, la centrale CSP à Ouarzazate compte parmi les initiatives phares du Royaume : la construction de la plus grande centrale CSP au monde sera réalisée par plusieurs institutions régionales et internationales, telles que la BAD, la Banque Mondiale, la BEI, l'AFD, KfW et l'UE, et le projet coûtera environ 1,5 milliards d'euros. Le groupe saoudien ACWA a remporté la première phase de ce projet de 500 MW en 2012, et l'Agence Marocaine pour l'Energie Solaire (MASEN) a lancé un appel d'offres pour la deuxième phase en Février 2013.

L'intensification des explorations d'hydrocarbures

Le Maroc est le plus grand importateur d'énergie en Afrique du Nord. Le pays produit de modestes quantités de pétrole et de gaz, et a l'intention d'intensifier ses activités d'exploration, par le biais de joint-ventures avec des sociétés étrangères. L'ONHYM, la compagnie nationale pétrolière et minière marocaine, a signé 7 contrats d'exploration onshore et offshore en 2012 seulement, avec des

entreprises britanniques comme Cairn Energy, Chariot et Genel Energy, ainsi que des compagnies américaines Chevron et PXP, et le français Total.

Le Maroc envisage également d'accroître sa production de ressources alternatives pour les hydrocarbures, et se situe comme 6^{ème} pays au monde en termes de potentiel de schistes bitumineux, localisés dans les régions de Timahdit, Tarfaya et Tanger.

Maroc : Annonces d'IDE et de partenariats dans l'énergie (2003-2013, ANIMA-MIPO)

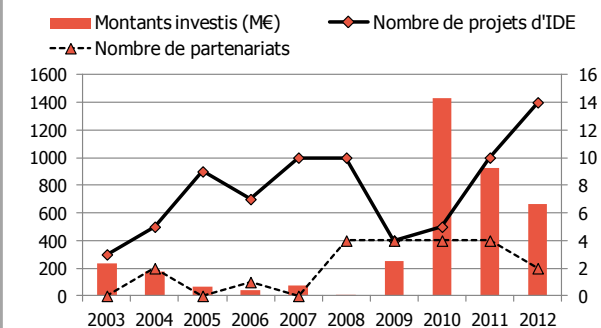


10 plus grosses annonces de projets d'IDE dans l'énergie au Maroc (2003-2012, ANIMA-MIPO)

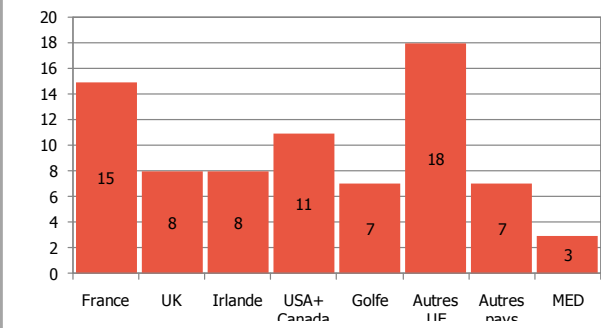
Investisseur	Origine	Date	Type	Projet	M€
GDF Suez / International Power	France	2010	Concession et PPP	Le producteur d'électricité gagne la concession pour un projet de centrale à charbon propre de 1360 MW à Safi en JV avec Nareva, filiale de l'ONA	1130
Taqa	Émirats Arabes Unis	2011	Concession et PPP	Le groupe réalise deux unités électriques au 'charbon propre' supplémentaires à Jorf Lasfar, via sa filiale Jlec 5&6, en partenariat avec l'ONE	877
ACWA	Arabie Saoudite	2012	Concession et PPP	Le groupe remporte le contrat pour construire et opérer la centrale thermo-solaire de 160 MW à Ouarzazate, en JV 95-5 avec les espagnols Aries et TSC	537
GDF Suez / International Power	France	2010	Concession et PPP	Le producteur d'électricité gagne le contrat de concession pour construire une centrale éolienne de 300 MW à Tarfaya en JV avec le marocain Nareva	300
Energie Electrique de Tahaddart	Allemagne	2003	Création	Production d'électricité à partir de la centrale à cycle combiné de Tahaddart à Tanger	237,2
Al Amoudi / Corral Petroleum / SAMIR	Arabie Saoudite	2009	Extension	La filiale achève la 2ème phase de son plan de modernisation portant notamment sur la production de gasoil dans la raffinerie de Mohammédia	216
Al Amoudi / Corral Petroleum / SAMIR	Arabie Saoudite	2004	Extension	La raffinerie SAMIR, détenue à 65% par la holding suédoise Corral du milliardaire saoudien Al Amoudi va être modernisée pour 600 millions d'USD	157
Tamoil	Libye	2007	Filiale, succursale, délocalisation	Nouvelle filiale locale, Tamoil Sakia, investit 100 millions d'USD dans exploration, production et distribution de produits pétroliers et du gaz	73,08
Endesa	Espagne	2005	Création	Inauguration de la centrale électrique de Tahaddart par Endesa (32% du capital), Siemens (20%) et l'Office national d'électricité	64,3
Cairn Energy	Royaume-Uni	2012	Concession et PPP	Le groupe gazier et pétrolier rachète 50% des droits d'exploration de la concession offshore de Fom Draa auprès d'un consortium d'opérateurs privés	46,6



Annonces de projets d'IDE dans l'énergie au Maroc (source: ANIMA-MIPO)



Investisseurs dans l'énergie au Maroc (2003-2013, Source ANIMA-MIPO)





10 plus récentes annonces de partenariats dans l'énergie au Maroc (2003-2012, ANIMA-MIPO)

Investisseur	Origine	Date	Type	Projet
Repsol-YPF	Espagne	2012	Partenariat commercial	L'entreprise énergétique renforce sa présence au Maroc en concluant un accord de distribution de lubrifiants automobiles avec Stokvis Nord Afrique
Siemens	Allemagne	2012	Contrat de gestion	Le géant des équipements électriques livre 44 éoliennes au marocain Nareva et assure leur maintenance dans les centrales de Foug El Oued et Haouma
Wilo	Allemagne	2011	Bureau de représentation	Le fabricant de systèmes de pompes à chaleur ouvre un bureau de représentation à Casablanca, qui devrait être transformé en filiale fin 2011
Schneider Electric	France	2011	Accord de développement	Le groupe et son compatriote Soitec signent un accord de partenariat avec Masen pour développer la technologie photovoltaïque à concentration
Heliotrop	France	2011	Partenariat technologique	Le fabricant de modules photovoltaïques à haute concentration installe un prototype au centre de l'Aderee à Marrakech dans le cadre d'un partenariat
Simest	Italie	2010	Accord de développement	Le groupe dédié à l'internationalisation des entreprises italiennes s'associe à l'agence marocaine SIE pour lancer des projets d'énergie renouvelable
EDF	France	2010	Partenariat technologique	RTE, filiale du groupe dédiée au transport d'électricité, conclut un accord de coopération technique avec l'Office National de l'Electricité marocain
Abengoa / Abener	Espagne	2010	Contrat de gestion	Le groupe assure la gestion de la centrale thermo-solaire d'Ain Beni Mathar, qu'il a construite pour le compte de l'ONE, pour une durée de 5 ans
Alstom	France	2010	Contrat de gestion	Le groupe signe un accord avec le local Nareva, filiale de l'ONA, pour la construction et l'exploitation pendant 5 ans d'un parc éolien à Akhfenir
Simest	Italie	2010	Accord de développement	Le groupe dédié à l'internationalisation des entreprises italiennes s'associe à l'agence marocaine SIE pour lancer des projets d'énergie renouvelable

ENERGIE

du MAROC

Principaux acteurs

Acteurs réglementaires

La régulation du secteur énergétique du Maroc est déléguée au **Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (MEMEE)**. Le MEMEE est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique gouvernementale dans les domaines de l'énergie, des mines et de la géologie. Il assure en outre la tutelle des entreprises et des établissements publics qui relèvent de sa compétence. Le Ministère compte trois directions principales : la Direction de développement minier, la Direction combustibles et carburants et la Direction de l'électricité et des énergies renouvelables.

La création d'une autorité de régulation du secteur électrique est prévue courant 2013.

Structures publiques d'appui

Dans le secteur des hydrocarbures, les activités de prospection, d'exploration et de production sont contrôlées par l'**Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM)**. L'**ONHYM** mène ces activités en partenariat avec des compagnies internationales implantées au Maroc. Créé en 2005 par un regroupement du Bureau de Recherches et de Participations Minières (BRPM) et de l'Office National de Recherche et d'Exploitations Pétrolières (ONAREP), l'**ONHYM** est un établissement

public placé sous la tutelle de l'Etat, doté d'une personnalité morale et d'autonomie financière.

La production, le transport et la distribution de l'électricité du pays sont placés sous la responsabilité de l'**Office National de l'électricité et de l'Eau Potable (ONEE)**. L'**ONEE** est aussi en charge de la mise en œuvre du Programme d'électrification Rural (PERG) et du Programme Eolien Intégré.

Dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique enfin, l'**Agence pour le Développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (ADEREE)** est la principale organisation en charge du développement des politiques de maîtrise énergétique. Elle agit en tant que concepteur des politiques nationales et développeur des programmes. Elle a également pour mission de favoriser la déclinaison de la stratégie énergétique nationale au niveau territorial, et d'agir en tant que point de relais pour les investisseurs. La mise en œuvre du Plan Solaire Marocain relève quant à elle de façon quasi-exclusive de l'agence solaire marocaine, **MASEN**, société anonyme d'Etat qui a pour mission de contribuer à la mise en valeur de l'industrie nationale dédiée au solaire. La **Société des Investissement Énergétiques (SIE)** est enfin l'opérateur étatique financier qui intervient aux côtés

des structures susmentionnées en tant que co-développeur et financeur des programmes nationaux.

Fédérations et organisations professionnelles

Les principales fédérations et organisations professionnelles dédiées aux énergies renouvelables sont l'**Association Marocaine des Industries Solaires et Eoliennes (AMISOLE)**, la **Fédération Nationale de l'électricité, l'électronique et des énergies renouvelables (FENELEC)** et la **Fédération de l'énergie** de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM).

Acteurs de l'Innovation

Deux centres font référence en matière de recherche et d'innovation scientifique : le **Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique (CNRST)** et l'**Institut de Recherche en énergie solaire et énergies nouvelles (IRESEN)**. Les activités de ce dernier sont particulièrement centrées sur les synergies entre recherche et industrie. Les universités nationales ont acquis un bon niveau d'internationalisation de leurs activités de recherche dans le domaine des énergies renouvelables, en nouant des partenariats avec des universités étrangères et des entreprises et en participant à des programmes de coopération internationale.

Organisations gouvernementales		
Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (MEMEE)	Le MEMEE suit l'élaboration et la mise en œuvre de la politique gouvernementale dans les domaines de l'énergie, des mines et de la géologie et assure le contrôle des autres secteurs énergétiques du pays.	www.mem.gov.ma
Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM)	L'ONHYM est en charge du secteur national des hydrocarbures conventionnels, mines et hydrocarbures non conventionnels. Il mène les opérations de prospection, exploration et production pétrolière et gazière en partenariat avec les compagnies internationales implantées au Maroc.	www.onhym.com
Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable (ONEE)	L'ONEE a pour mission la production, le transport et la distribution de l'énergie électrique nationale. Il assure la mise en œuvre du Programme Eolien Intégré et du Programme d'électrification rurale globale (PERG).	www.onee.org.ma
Agence pour le Développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (ADEREE)	L'ADEREE est le principal acteur national dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Elle met en œuvre de la politique gouvernementale en partenariat avec des acteurs publics et privés, marocains et internationaux.	www.aderee.ma
Moroccan Agency for Solar Energy (MASEN)	MASEN a pour objet de réaliser un programme de développement de projets intégrés de production d'électricité à partir de l'énergie solaire d'une capacité totale minimale de 2000 MW.	www.masen.ma
Société d'investissements énergétiques (SIE)	Opérateur financier dans le domaine des énergies, et plus particulièrement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, la SIE participe aux programmes nationaux en qualité de partenaire étatique.	www.siem.ma
Associations professionnelles et de catégorie		
Fédération de l'énergie (CGEM)	La fédération de l'énergie de la principale fédération des entreprises marocaines a comme mission principale la protection des intérêts patronaux dans les orientations de la politique énergétique nationale.	www.cgem.ma
Fédération nationale de l'électricité et de l'électronique et des énergies renouvelables	La FENELEC regroupe les professionnels du secteur électrique et électronique. Parmi ses adhérents, l'Association des Industries Solaires et Eoliennes (AMISOLE).	www.fenelec.com
Acteurs de l'innovation (Incubateurs, Centres de recherche, etc.)		
Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique (CNRST)	L'unité des Technologies et Economie des Energies Renouvelables (TEER) a comme but de dégager les thèmes où les besoins en R&D sont les plus pressants et de suivre les mutations technologiques que connaissent ces secteurs à l'échelle internationale.	www.cnr.ac.ma www.teer.cnrst.ma
Institut de Recherche en énergie solaire et énergies nouvelles (IRESEN)	IRESEN a comme objectif de porter la R&D en sciences appliquées à l'échelle nationale. Sa mission est également d'assurer la définition des axes de recherche, de réaliser, de financer et de piloter des projets de Recherche et de Développement et de faciliter le réseautage avec l'industrie et les entreprises.	www.iresen.org
Centre National de l'Énergie, des Sciences et des Techniques Nucléaires (CNESTEN)	Le CNESTEN a comme mission de promouvoir la recherche scientifique et les applications des techniques énergétiques, nucléaires notamment.	www.cnesten.org.ma/
Réseau Maroc Incubation et Essaimage	Le RMIE promeut la création d'entreprises, l'innovation et le transfert de savoir-faire université et entreprise.	www.rmie.ma
Annuaire Compagnies Privés		
Association Marocaine des industries solaires et éoliennes (AMISOLE)	AMISOLE a été créée pour promouvoir les intérêts des industriels et des professionnels marocains œuvrant dans le secteur des énergies renouvelables. Le site de l'association comprend un annuaire de ses membres.	www.amisole.com

Politiques Nationales

Un marché qui s'ouvre à l'autoproduction

Le Maroc a initié au cours des vingt dernières années d'importantes réformes visant à ouvrir le marché électrique à de nouveaux acteurs. La production sous concession pour des puissances supérieures à 10 MW a été introduite dès 1994, et les activités de distribution confiées au secteur privé dès 1997.

Mais c'est surtout en 2009 que le cadre réglementaire a connu une nette progression en termes d'ouverture au secteur privé, avec l'adoption de la loi n°13-09. La **production** d'électricité à base d'énergie verte est depuis lors ouverte aux entreprises privées, librement pour des puissances inférieures à 20 kW, sur simple déclaration pour des puissances inférieures à 2 MWh et sur autorisation (donnée dans un délai de 3 mois) pour les puissances comprises entre 2 et 20 MWh. La législation est encore plus favorable pour l'électricité d'origine thermique, qui peut être exploitée sur simple déclaration jusqu'à 8 MWh. La **commercialisation**, aussi bien à destination du marché national qu'international, est corrélativement encouragée : le cadre incitatif (EnergiePro) géré par l'ONEE autorise le transport de l'énergie de source privée sur son réseau, ce qui permet aux exploitants d'approvisionner les particuliers et les entreprises privées.

Enfin, cette loi ouvre la voie à **l'établissement de tarifs préférentiels de rachat** des excédents par l'ONEE. Une fois mis en place, ces tarifs devraient

découpler l'effet des incitations actuellement offertes aux producteurs indépendants.

Le segment de l'efficacité énergétique est de son côté encadré par la loi 47-09 (2009), qui définit différents codes de réglementation pour le bâtiment (tertiaire et résidentiel), l'industrie et les transports. La mise en œuvre de cette politique s'appuie notamment sur des mesures incitatives de financement et de subvention, une certification pour les produits moins énergivores (devenue obligatoire pour les appareils électroménagers en avril 2012), un cadre dédié à la formation de professionnels spécialisés et une campagne générale de sensibilisation en matière de maîtrise énergétique.

Des investissements importants

Le Maroc s'est doté d'une vision stratégique à l'horizon 2020, qui prévoit une diversification de son mix énergétique, une rationalisation de son approvisionnement en énergies conventionnelles et la montée en puissance de la production nationale d'énergies renouvelables.

Afin d'augmenter sa capacité de production énergétique, le Royaume a ainsi annoncé un plan d'investissement de 6,4 milliards d'euros entre 2013 et 2015, pour la production de quelque 3 640 MWh de puissance et de 5 500 km de réseaux supplémentaires. A ceci s'ajoute un programme d'investissements de 9 milliards d'euros pour atteindre, à l'horizon 2020, une part de 42%

« La Loi 1309, très avant-gardiste, représente une vraie opportunité pour le développement de projets de production d'énergie verte. Elle pourrait servir de modèle pour l'élaboration de nouvelles réglementations énergétiques dans d'autres pays de la région. »

Thierry Seigle, Directeur du Développement, Énergie Terre

Vision stratégique du mix énergétique à l'horizon 2020 (source : AMDI)

Solaire	14%
Eolien	14%
Hydraulique	14%
Gaz	11%
Charbon	26%
Fioul	14%
Nucléaire	7%



d'énergies vertes dans le mix énergétique du pays, à travers le Plan Solaire Marocain (2000 MW) et le Programme Eolien Intégré. (2000 MW) Le **Plan Solaire Marocain** (7 Md €), dont la mise en place est assurée par MASEM, mise sur la création de 5 parcs solaires, avec pour fleuron le complexe solaire de Ouarzazate (500 MW) en cours de réalisation. Le **Programme Intégré Eolien** (2,7 md d'€), géré par l'ONEE, inclut la construction d'une dizaine de nouveaux sites éoliens.

La revue américaine Forbes soulignait ainsi en 2013 le « rôle pionnier » du Maroc dans le développement des énergies vertes dans la région Sud-Méditerranéenne.

Des fonds d'aide à l'investissement

De nombreux fonds, à gestion publique ou privée, à capitaux nationaux ou internationaux, ont été montés afin de soutenir l'investissement dans le secteur des énergies, et plus particulièrement dans les énergies renouvelables.

Le **Fonds de développement énergétique**, doté d'une enveloppe de 130 millions d'euros, a pour objectif de financer de nouvelles installations de production d'énergie, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables. Les financements accordés sont plafonnés aux projets de 2 millions d'euros et prennent la forme soit de prise de participations en capital, soit d'offres directes de subventions. Dédié spécifiquement aux énergies

renouvelables, le **Fonds en énergies renouvelables** (FER, 180 millions d'euros) investit également dans des projets de création (principalement dans l'éolien) en phase de développement ou de pré-construction.

Un apport important est aussi assuré par le **Fonds Hassan II** pour le Développement Economique et Social, qui participe aux projets d'investissement en énergies vertes en s'associant à un ou plusieurs partenaires stratégiques. Le fonds intervient sous forme soit d'une contribution financière directe (coûts d'acquisition du terrain, coût de construction des bâtiments, etc.) soit par une aide indirecte (mise à la disposition de locaux, investissements immatériels). Enfin, un **Fonds pour l'efficacité énergétique (FEE)**, est actuellement en cours de création : doté d'un capital de 390 millions d'euros, il sera destiné à soutenir le secteur de l'industrie, le bâtiment et l'éclairage public.

Créer un environnement favorables au développement des PME

Afin de soutenir le développement énergétique du pays, le gouvernement marocain s'est attaché à créer un environnement favorable à la naissance de nouvelles filières industrielles spécialisées dans les énergies vertes et dans la maîtrise énergétique. Des zones d'activités et des formations spécialisées ont ainsi été encouragées pour renforcer l'expertise locale et accroître la production de matériaux techniques,

UNE PROLIFERATION D'OPPORTUNITES

Le marché des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique marocain connaîtra une croissance « impressionnante », selon Mourad Hajjaji, Responsable de la Communication au sein de l'Agence pour le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

«*Nous travaillons sur les spécifications techniques qui vont permettre aux installations de basse et moyenne tension d'être liées au réseau national. La loi 13-09 sera amendée pour permettre cette possibilité* ». Cette ouverture marquera évidemment une étape importante dans la production privée d'énergie verte dans au Maroc.

Parallèlement, l'ADEREE favorise l'intégration industrielle à travers ses programmes et la qualité des produits et des technologies vertes, grâce à l'élaboration de certifications spécifiques. A titre d'exemple, le **Programme Shems** vise l'installation de 1,7 millions de m² de surface de chauffe eau solaires à l'horizon 2020. Des incitations sous forme d'aide au financement et de crédit standardisées sont prévues. «*Actuellement le marché des chauffe eau solaires voit la présence d'une dizaine d'entreprises qui sont souvent des importateurs. Il y a des filières entières à développer dans le secteur* ». Des activités sont dédiées à la formation: «*En matière d'efficacité énergétique, des programmes de formation et de certification de bureaux d'études marocains sont prévus ; l'expertise européenne pourra être sollicitée.*».

L'ADEREE conçoit et réalise ainsi des programmes de développement des énergies renouvelables, de même que des programmes de préservation de l'environnement liés aux activités énergétiques. Elle fournit aux entreprises une vision claire des possibilités existantes dans le pays et facilite la mise en relation avec des partenaires locaux.

tels que certains produits d'isolation actuellement encore importés.

Le Technopole d'Oujda, en cours de développement dans la région de l'Oriental, prévoit ainsi une zone franche (Clean Tech) entièrement dédiée aux entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables, avec des infrastructures modernes, une zone logistique et un centre de R&D. Destinée à héberger des fabricants d'équipements solaires (panneaux photovoltaïques, trackers, miroirs), éoliens (pales, pylones) et d'efficacité énergétique (lampes basse consommation *et chauffe-eau solaires*), CleanTech a déjà séduit trois sociétés marocaines qui s'y sont installées.

Par ailleurs, des centres de formations spécialisés se sont développés afin de proposer des cursus de formation continue aux entreprises, et de former les futurs cadres et techniciens du secteur. Une plateforme dédiée de formation de formateurs (Green Platform) a ainsi été créée à Marrakech, un campus de formation de 36 ha est cours de construction au sein de la Technopole d'Oujda, et deux autres instituts sont en projet à Tanger et Ouarzazate. Un accompagnement est aussi assuré par les nombreuses structures de recherche dédiées aux énergies renouvelables, parmi lesquelles, l'Institut de Recherche en Energie Solaire et Energies Nouvelles (IRESEN).



ENERGIE

au MAROC

Programme et initiatives en cours (sélection)

Efficiency Energetique	PROGRAMME D'EFFICACITE ENERGETIQUE DANS LE BATIMENT Période: En cours Budget: 23 M€ Financement: Divers Cible/opportunité: Opportunité de marché, assistance technique, formation Agence d'exécution: ADEERE Objectifs: Le Programme vise l'intégration des considérations énergétiques prioritairement dans les secteurs de la santé, l'hôtellerie, l'éducation nationale et l'habitat et une diffusion des informations et de l'expertise en matière d'efficacité énergétique. Information : www.ceeb.ma	PROGRAMME D'EFFICACITE ENERGETIQUE DANS L'INDUSTRIE Période: 2014-2020 Budget: divers Financement: divers Cible/opportunité: Information, assistance technique, accréditation, financement Agence d'exécution: ADEERE Objectifs: Le Programme a l'objectif d'intégrer les mesures d'efficacité énergétique au niveau du secteur industrie et donc de favoriser un accès et une connaissance des entreprises aux mesures et dispositions en cours d'élaboration. Information: www.aderee.ma
	Energies Renouvelables	PROGRAMME D'ELECTRIFICATION RURALE GLOBAL (PERG) Période: En cours Budget: 135 M€ (annuel) Financement: ONEE, collectivités locales, les foyers bénéficiaires Cible/opportunité: Opportunité de marché Agence d'exécution: ONEE Objectifs: Le PERG équipe les zones rurales du pays en systèmes photovoltaïques, micro-centrales hydrauliques, groupes électrogènes ou systèmes hybrides. Le Programme a permis depuis 1996 d'atteindre un taux d'électrification rurale de 97,4%. Information : www.one.ma

Energies Renouvelables

INNOPV & INNOWIND

Période: Appels d'offres annuels

Budget: 450 000 € par projet

Financement: MEMEE

Cible/opportunité: financement d'études et recherches

Agence d'exécution : IRESEN

Objectifs: Les deux projets soutiennent la recherche appliquée dans les domaines du solaire photovoltaïque (InnoPV) et de l'éolien (InnoWind) menées en partenariat entre les entreprises et les structures de recherche et développement.

Information: www.iresen.org

PROJET PEREN

Période: 01/2008 - 12/2014

Budget: n.d.

Financement: Ministère Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ)

Cible/opportunité: Information, formation

Agence d'exécution : MEMEE

Objectifs : PEREN, à travers des études et des projets pilotes, diffuse des informations sur le potentiel de développement des énergies renouvelables au niveau régional.

Information: www.giz.de www.adeere.ma

Energies Renouvelables

PROJET WEREEMA

Période: en cours

Budget: 3,6 M€

Financement: UE, Ministère Allemand de l'Environnement, ADEERE

Cible/opportunité: Formation, information, opportunités de marché

Agence d'exécution : ADEERE

Objectifs: WEREEMA a comme objectif le transfert de connaissances sur les énergies renouvelables, et notamment sur l'énergie éolienne et aussi sur les mesures d'efficacité énergétique à travers la mise en place d'une coopération intégrée entre Maroc, Allemagne et Union Européenne.

Information: www.aderee.ma

PAVING THE WAY FOR THE MEDITERRANEAN SOLAR PLAN

Période: 2010-2013

Budget: 5 M€

Financement: UE

Cible/opportunité: Information et formation

Agence d'exécution : Chef de file Deacon

Objectifs: Le programme prévoit l'élaboration de feuilles de route nationales et régionales pour la réforme réglementaire, soutien aux stratégies d'investissement, stages de formation, promotion de la coopération en matière de recherche développement et innovation et transfert de technologies propres.

Information: www.pavingtheway-msp.eu

Principaux évènements d'affaires

Energies Conventionnelles	<p>OIL & GAS MARRAKECH</p> <p>Secteur: Industries du pétrole et du gaz, recherche géologique et géophysique</p> <p>Nombre d'éditions: n.d.</p> <p>Organisateurs: IEC Maroc</p> <p>Focus: Salon International sur les opportunités offertes de la région, expositions, conférences, échanges technologiques, rencontres d'affaires</p> <p>Participation 2012*: 1500</p> <p>Prochain événement : 01 – 03 oct. 2013</p> <p>Information : www.oilgas-marrakech.com</p>	<p>ELEC EXPO</p> <p>Secteur: Eclairage, électrotechnique, automation industrielle</p> <p>Nombre d'éditions: 8</p> <p>Organisateurs: FENELEC</p> <p>Focus: Salon International à dimension africaine, rencontres professionnelles et de débats ; Espagne et Bénin invités d'honneur 2013.</p> <p>Participation 2012*: 3 312 visiteurs professionnels de 42 pays avec 138 exposants de 9 pays</p> <p>Prochain événement : 20- 23 oct. 2013</p> <p>Information : www.elec-expo.com</p>
Energies Renouvelables	<p>SOLAIRE EXPO MARRAKECH</p> <p>Secteur: Technologie solaire</p> <p>Nombre d'éditions: 3</p> <p>Organisateurs: AICOM Events</p> <p>Focus: Salon représentant toutes les filières de l'énergie solaire ; ateliers thématiques sur les dernières évolutions du secteur, circuits de visites</p> <p>Participation 2013*: 2500 visiteurs</p> <p>Prochain événement : 13-14-15 fév. 2014</p> <p>Information : www.solaireexpomaroc.com</p>	<p>ENER EVENT CASABLANCA</p> <p>Secteur: Energies renouvelables et efficacité énergétique</p> <p>Nombre d'éditions: 3</p> <p>Organisateurs: FENELEC</p> <p>Focus: Salon International sur le thème « Des solutions intelligentes pour le bouquet énergétique de l'avenir » ; Espagne et Bénin invités d'honneur 2013</p> <p>Participation 2012*: 3 312 visiteurs professionnels de 42 pays avec 138 exposants de 9 pays</p> <p>Prochain événement : 20 -23 nov. 2013</p> <p>Information : www.ener-event.com</p>
	*Chiffres fournis par les organisateurs	

Energies Renouvelables

ENR CASABLANCA

Secteur: Energies renouvelables, traitement des pollutions, optimisation des ressources, énergies, changement climatique, développement durable

Nombre d'éditions: 2

Organisateurs: GL events (France), Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc

Focus: Salon international, ateliers thématiques sur les programmes énergétiques marocains, les activités industrielles et les financements nationaux et internationaux

Participation 2011*: 70 exposants, 1700 visiteurs

Prochain événement : 24 – 26 sept. 2013

Information : www.maroc.energie-ren.com

POLLUTEC MAROC CASABLANCA

Secteur: Technologies de l'environnement, équipements environnementaux, technologies et services

Nombre d'éditions: 5

Organisateurs: Reed Expositions (France), FORUM 7 (Maroc)

Focus: Salon international ; II édition du Symposium Territoire Durable sur les perspectives offertes au développement durable dans les régions et villes marocaines

Participation 2011*: 6 800 visiteurs

Prochain événement : 23-26 oct. 2013

Information : www.pollutec-maroc.com

Green technologies

ECO TECH EXPO

Secteur: Energies renouvelables, technologies vertes, métiers de l'environnement, éco-construction, éco-industrie, agri-durable, biomasse

Nombre d'éditions: 2

Organisateurs: Souss Graphic Communications

Focus: Conférences scientifiques, exposés et ateliers experts, rencontres professionnelles

Participation 2013* : 30 exposants, 3 000 visiteurs

Prochain événement : n.d.

Information : www.expo-ecotech.com

EAU EXPO & FORUM 2013

Secteur: Eau, environnement et services urbains, traitement des boues et bioénergie

Nombre d'éditions: 3

Organisateurs: MedcoEnergi/Medco, Tunisia Anaguid (Leader)

Focus: Salon international, ateliers thématiques

Participation 2012*: n.d.

Prochain événement : 22- 25 mai 2013

Information : www.eauexpo.com

*Chiffres fournis par les organisateurs

OPPORTUNITES D'AFFAIRES EN MEDITERRANEE



focus sur l' **ENERGIE** au **MAROC**

Ce guide d'affaires est destiné aux clusters, PME et entrepreneurs qui souhaitent développer des partenariats dans le secteur de l'énergie au Maroc. Il donne une présentation succincte des principales opportunités d'affaires disponibles, ainsi que des informations concrètes sur le secteur.

Ce guide a été préparé par ANIMA Investment Network dans le cadre du projet EuroMed@Change, une action préparatoire initiée par le Parlement européen et mise en œuvre par la Commission européenne (DG Entreprise and Industrie).

EuroMed@Change s'attache à développer de nouvelles dynamiques pour l'internationalisation des PME et clusters sur des secteurs à forte croissance entre l'Europe et 4 pays partenaires : Maroc, Tunisie, Égypte et Liban. Mené par quatre organisations situées en Europe (le réseau ANIMA en tant que chef de fil, European Business Innovation Centre Network, INNO AG et la Fondation Sophia Antipolis en tant que partenaires), le projet met en réseau plus de 45 acteurs de l'innovation, de la finance et des affaires de la région.